



CHAPITRE 100

CHAPTER 100

Loi modifiant la charte de la cité de Beauharnois

An Act to amend the charter of the city of Beauharnois

[Sanctionnée le 29 mars 1950]

[Assented to, the 29th of March, 1950]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Beauharnois, par sa pétition, a représenté que son développement et l'augmentation de sa population ont nécessité des travaux urgents, considérables et coûteux;

Attendu que, pour défrayer le coût de ces travaux, sans nuire à l'essor de la petite propriété, elle a besoin de nouvelles sources de revenus;

Attendu qu'à ces fins, il est devenu nécessaire de modifier sa charte, la loi 12 George VI, chapitre 69;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 526a,
aj. pour la
cité.

1. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant, après l'article 526, le suivant:

Définitions:

"526a. 1. Pour les fins du présent article à moins que le contexte ne présente un sens différent:

"acheteur";

a) "acheteur" désigne toute personne qui acquiert d'un vendeur, par une vente en détail dans le territoire ci-dessous mentionné, un bien mobilier;

"bien mobilier";

b) "bien mobilier" signifie tout bien qui n'est pas un immeuble d'après les lois de cette province et comprend le gaz et l'élec-

WHEREAS the city of Beauharnois has, by its petition, represented that its progress and the increase of its population have entailed urgent, considerable and costly work;

Whereas, in order to defray the cost of such work, without hindering the development of small property, it needs new sources of revenues;

Whereas it has become necessary that its charter, the act 12 George VI, chapter 69, be amended for such purposes;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto, after section 526, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526a,
added for
city.

"526a. 1. In this section, unless the context indicates a different meaning:

a. "purchaser" means any person who acquires from a vendor moveable property at a retail sale in the territory hereinafter mentioned;

b. "moveable property" means all property which is not considered immovable by the laws of the Province, and includes

Definitions:

"purchaser";

"moveable property";

tricité et aussi le service local de téléphone seulement;

"person-
ne";

c) "personne" désigne et inclut tout individu, société, compagnie, corporation, succession, association, séquestre, syndic de faillite, liquidateur, fiduciaire, administrateur ou agent;

"prix de
vente";
"prix
d'achat";

d) "prix de vente" ou "prix d'achat" signifie le prix en argent et aussi la valeur de services rendus, la valeur réelle de l'objet échangé et toute considération ou prestation acceptée par le vendeur comme prix de l'objet du contrat de vente. Ceci inclut tous frais d'installation de l'objet vendu, tous frais d'intérêt, de finance et de service, tous frais de douane, d'accise et de transport, même si aucune mention distincte n'en est faite sur la facture ou dans les livres du vendeur;

"vente";

e) "vente" comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, un échange, un bail et tout autre contrat où, pour un prix ou toute autre considération, une personne livre ou s'oblige à livrer à une autre personne un bien mobilier;

"vente en
détail";

f) "vente en détail" signifie toute vente faite à un acheteur ou à un usager pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;

"usager";

g) "usager" signifie toute personne qui, dans le territoire, utilise un bien mobilier pour son usage propre ou pour l'usage de toutes autres personnes à sa charge;

"ven-
deur";

h) "vendeur" signifie toute personne qui vend en détail, dans le territoire, quelque bien mobilier pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;

"terri-
toire";

i) "territoire" signifie le territoire de la cité de Beauharnois;

"cité".

j) "cité" signifie la cité de Beauharnois.

Taxe de
vente
autorisée.

2. La cité peut imposer par règlement et prélever, à compter du 1er mai 1950, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas deux pour cent du prix de vente ou d'achat, en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, et le service de téléphone vendus dans les limites du territoire.

gas and electricity, and also local exchange telephone service only;

c. "person" designates and includes any "person"; individual, firm, company, corporation, estate, association of persons, sequestrator, trustee in bankruptcy, liquidator, fiduciary trustee, administrator or agent;

d. "sale price" or "purchase price" "sale price" means a price in money, and also the value of services rendered, the actual value of the thing exchanged, and all consideration or prestations accepted by the vendor as price of the thing covered by the contract of sale. This shall include all charges for the installation of the object sold, for interest, finance, service, customs, excise and transportation, even when such are not shown separately on the invoice or in the vendor's books;

e. "sale" includes a sale pure and simple, a conditional sale, a sale by instalments, an exchange, lease or any other contract, whereby for a price or other consideration, a person delivers or binds himself to deliver, moveable property to another person;

f. "retail sale" means a sale made to a purchaser or user for purposes of consumption or use, and not for resale;

g. "user" means any person who, within the territory, utilises any moveable property for his own use or the use of any of his dependents;

h. "vendor" means any person who sells moveable property at a retail sale in the territory, for purposes of consumption or use, and not for resale;

i. "territory" means the territory of the city of Beauharnois;

j. "city" means the city of Beauharnois.

2. The city may impose by by-law and levy, from the first of May, 1950, inclusive, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax" not exceeding two per cent of sale or purchase price, retail, subject to the exemptions hereinafter enumerated, any moveables, moveable effects, merchandise and any article of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating, and telephone service, sold in the limits of the territory.

Sales tax
author-
ized.

Ventes à
l'exté-
rieur.

Sujet aux exceptions du paragraphe 3, la taxe peut être également imposée et prélevée dans le cas d'une vente faite en dehors dudit territoire, que l'acheteur réside ou ait sa place d'affaires dans ledit territoire ou en dehors, pourvu que, dans ce cas, la chose qui fait l'objet du contrat se trouve dans ledit territoire soit lors de la vente ou soit lors de la livraison, sauf si elle n'y est apportée que pour fins de livraison ou que la chose qui se trouve dans ledit territoire ait été transportée en dehors de ce territoire dans le but d'éviter le paiement de la taxe.

Automobiles, etc.

La taxe peut être également imposée et prélevée lorsqu'il s'agit d'une vente d'un véhicule automobile, tel que défini dans la Loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142), d'un piano, d'un réfrigérateur électrique ou d'un radio ou de toute autre marchandise que le conseil pourra déterminer par règlement, à un acheteur qui a son domicile ou sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans ledit territoire, quel que soit l'endroit, en dehors dudit territoire, où la vente ou la livraison a lieu.

Excep-
tions.

3. La présente taxe ne s'applique pas:

- a) Aux obligations et actions de corporations;
- b) A tous autres titres, valeurs mobilières ou monnaies;
- c) A toutes transactions faites par l'entremise de Canadian Commodity Exchange Inc.;
- d) Aux créances, droits d'action, droits incorporels, annuités, primes d'assurance;
- e) A la bière et au tabac;
- f) A la gasoline et au kérosène (huile de charbon);
- g) Aux denrées alimentaires, à l'exclusion des friandises et des pâtisseries;
- h) Aux provisions ou marchandises vendues par un cultivateur, un horticulteur, un pépiniériste, un aviculteur ou un apiculteur, et provenant de son exploitation;
- i) Aux outils, instruments aratoires, outillages de ferme, tracteurs, véhicules à traction animale, et à leurs pièces de rechange, acquis par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme, ni aux chevaux, harnais, bestiaux, fils métalli-

Subject to the exceptions in paragraph 3, the tax may also be imposed and levied in the case of a sale made outside of the said territory, whether the purchaser resides or has his place of business in the said territory or outside thereof, provided that in such case the object covered by the contract is within the said territory, either at the time of the sale or at the time of the delivery, except if it is brought therein for purposes of delivery only, or if the object which is in the said territory has been carried out of the said territory with the intention of evading the payment of the tax.

Sales out-
side terri-
tory.

The tax may also be imposed and levied in the case of the sale of a motor vehicle, as defined in the Motor Vehicle Act (Revised Statutes, 1941, chapter 142), a piano, electric refrigerator or radio, or of any other merchandise that the council may determine by by-law, to a purchaser who has his domicile or ordinary residence or place of business in the said territory, whatever be the place, outside of the said territory, where the sale or delivery is made.

Motor ve-
hicles, etc.

3. This tax shall not apply to the follow-
ing:

Excep-
tions.

- a. Bonds and shares of a corporation;
- b. All other intangible property, all securities, all moneys;
- c. All transactions made through the Canadian Commodity Exchange Inc.;
- d. All debts, rights of action, incorporeal rights, annuities, insurance premiums;
- e. Beer and tobacco;
- f. Gasoline and kerosene (coal oil);
- g. Foodstuffs not including candies and confectioneries;
- h. Provisions or merchandise sold by a farmer, horticulturist, nurseryman, aviculturist or apiculturist and produced through the pursuit of his undertaking;
- i. Tools, farm implements, farm machinery, tractors, animal-drawn vehicles, and parts for the same, acquired by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm; horses, harness for horses, livestock, metal wire or netting for fences, also

ques ou treillis pour clôtures, également achetés par un agriculteur de bonne foi pour le besoin de sa ferme;

j) Aux bateaux, filets de pêche et autres agrès de pêche achetés par un pêcheur de bonne foi pour l'exercice de son métier;

k) A l'eau naturelle, distillée ou ozonisée;

l) Aux médicaments livrés sur prescription de médecin, aux membres artificiels et aux appareils d'orthopédie;

m) Aux prix des places en tramways, autobus, bateau, chemins de fer ou autre moyens de transport terrestre, naval ou aérien, ni aux taux de péage;

n) Aux prix d'admission à un lieu d'amusement, défini par la Loi des droits sur les divertissements (Statuts refondus, 1941, chapitre 85);

o) Aux ventes au gouvernement fédéral ou au gouvernement provincial;

p) Aux ventes faites à la fabrique ou aux syndics d'une paroisse, ou à une société ou compagnie de cimetière, à un hôpital, pour les fins de leur œuvre, ni aux ventes faites par eux;

q) Aux ventes faites par autorité de justice;

r) Aux ventes faites par toute personne exploitant un commerce dans ledit territoire, lorsque la marchandise ainsi vendue est expédiée en dehors du territoire assujetti à la taxe, pour consommation ou usage en dehors du territoire assujetti à la taxe;

s) Aux repas;

t) Aux périodiques et livres imprimés; aux fournitures de classe, sans y comprendre les crayons automatiques et plumes réservoir;

u) Aux messages télégraphiques;

v) Aux grains et moutures, graines de semence, fertilisants, insecticides et fongicides, aux savons et autres produits servant au nettoyage, ni aux tuyaux de drainages pour fins agricoles;

w) Au charbon, au bois de chauffage et à la glace;

x) Aux vêtements d'enfants et chaussures d'enfants;

y) Aux ventes pour un prix de dix cents ou moins.

La taxe n'est pas exigible lorsque la vente a été faite de bonne foi avant le

purchased by a *bona fide* farmer, to be used for the needs of his farm;

j. Boats, fishing nets and any other fishing apparatus purchased by a *bona fide* fisherman, to be used in his trade;

k. Natural water, distilled water or ozonized water;

l. Medicaments on doctors' prescriptions, artificial limbs and orthopaedic appliances;

m. Fares on tramways, autobuses, boats, railroads or other transportation systems by land, water or air, or toll fares;

n. Prices of admission to places of amusement, as defined by the Amusement Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 85);

o. Sales to the Federal Government or to the Provincial Government;

p. Sales made to the *fabrique* or to the trustees of a parish, or to a cemetery society or company, or to a hospital, for the purposes of their work, and sales made by them;

q. Sales by judicial authority;

r. Sales made by any person carrying on business in the said territory, when the merchandise thus sold is shipped outside of the territory subject to the tax, for consumption or use outside of the territory subject to the tax;

s. Meals;

t. Printed books and periodicals; classroom supplies, not including automatic pencils and fountain-pens;

u. Telegraph messages;

v. Grain and mill feeds, seeds, fertilizers, insecticides and fungicides, soaps and other products used for cleaning; drain tiles for agricultural purposes;

w. Coal, firewood and ice;

x. Children's clothing and children's footwear;

y. Sales for a price of ten cents or less.

The tax is not exigible when the sale was made in good faith before the 1st

Ventes
avant mai
1950, etc.

Sales be-
fore May,
1950, etc.

premier mai 1950. La taxe n'est pas exigible lorsqu'il s'agit d'achats faits pour exécuter un contrat d'entreprise à forfait passé avant le premier mai 1950 et si elle a été payée, la cité est autorisée à faire remise.

Excep-
tion.

Cependant, toute marchandise livrée après le 1er mai 1950, en raison d'un contrat à forfait ou d'un contrat de livraison passé avant le 1er mai 1950, est assujettie à la taxe.

Ventes
annulées.

Quand une vente est annulée, la taxe n'est prélevée que sur la partie du prix gardée par le vendeur. Il en est de même lorsque la chose vendue est retournée ou refusée.

Échanges.

Lorsqu'une personne donne en échange, pour partie du prix d'une marchandise qu'elle achète, une autre marchandise de même espèce, la taxe n'est payable que sur la balance du prix d'achat.

Percep-
tion.

4. La taxe doit être payée par l'acheteur lors de la vente, que le prix soit stipulé payable comptant, à terme ou par versements, et doit être perçue par le vendeur qui est constitué par le présent article l'agent de la cité pour la percevoir. Cet agent doit tenir un compte de la taxe de vente perçue et à percevoir et faire remise de la taxe perçue à la cité, le tout suivant les dispositions des règlements que la cité adoptera en vertu du présent article.

Recours
du ven-
deur.

Pour percevoir cette taxe, le vendeur a contre son acheteur le même recours que pour son prix de vente.

Vendeur
hors du
territoire.

5. Le vendeur, qui a sa place d'affaires ou son établissement de commerce en dehors du territoire n'est pas tenu de percevoir la taxe même si la vente est faite à un acheteur ayant son domicile, sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans le territoire.

Paiement
direct.

Dans tous les cas où la taxe est payable et que le vendeur n'est pas obligé de la percevoir, cette taxe doit être payée par l'acheteur à la cité.

Conven-
tions entre
municipi-
alités.

Cependant, si le vendeur a son établissement ou place d'affaires dans une ville ou municipalité qui perçoit déjà une taxe sur les ventes au détail, la cité pourra conclure une entente avec telle ville ou municipalité aux fins de l'autoriser à percevoir la taxe qui serait autrement payable par

of May, 1950. The tax is not exigible in the case of purchases made to carry out a contract for an undertaking by the job entered into before the 1st of May, 1950, and, if paid, the city is authorized to remit the same.

Nevertheless, any goods delivered, after the 1st of May, 1950, under a contract by the job or under a contract for delivery entered into prior to the 1st of May, 1950, shall be subject to the tax.

When a sale is annulled, the tax is levied only on that part of the price retained by the vendor. The case is the same when the thing sold is returned or refused.

When a person gives in exchange, for part of the price of merchandise purchased by him, other merchandise of the same kind, the tax shall be payable only on the balance of the purchase price.

4. The tax shall be paid by the purchaser at the time of the sale, whether the price is stipulated payable cash, on terms or by instalments, and shall be collected by the vendor who is constituted by this section the agent of the city for the collection of the same. This agent shall keep an account of the tax collected and to be collected and shall remit the tax collected to the city, according to the provisions of the by-laws which the city shall adopt in virtue of this section.

For the collection of this tax, the vendor has the same recourse against the purchaser as for his sale price.

5. A vendor having his place of business or commercial establishment outside of the territory shall not be bound to collect the tax even if the sale be made to a purchaser having his domicile, ordinary residence or place of business in the territory.

In all cases in which the tax is payable and the vendor is not obliged to collect it, such tax must be paid by the purchaser to the city.

If, however, the vendor has his establishment or place of business in a town or municipality which already collects a tax on retail sales, the city may arrange with such town or municipality to be authorized to collect the tax which, otherwise, would be payable by the purchaser to the

l'acheteur à la cité comme si la vente eût été faite dans les limites mentionnées dans le présent article.

Vente de
plusieurs
objets.

6. Si une vente comprend plusieurs articles ou objets, la taxe est calculée sur le total du prix des articles ou objets compris dans ladite vente et non sur le prix de chaque article ou objet séparément.

Computa-
tion.

Dans la computation de la taxe, toute fraction d'un centin est comptée pour un centin entier que l'acheteur doit payer.

Privilège.

7. Toute personne chargée de percevoir la taxe devient débitrice envers la cité du montant de la taxe qu'elle a perçue. La créance de la cité contre telle personne constitue une créance privilégiée sur les biens meubles et effets mobiliers de cette personne et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière imposée par la cité.

Paiement
oblige-
toire.

8. Il est défendu à toute personne d'acheter au détail, dans les cas prévus au présent article, sans payer au vendeur lors de l'achat la taxe imposée, et il est défendu au vendeur de faire remise directement ou indirectement de la taxe à l'acheteur.

Idem.

Il est défendu à tout vendeur d'annoncer ou de faire savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe, dont l'imposition est autorisée par le présent article, ne sera payable ou payée par l'acheteur.

Règle-
ment de
percep-
tion.

9. La cité peut, en tout temps, adopter les règlements et autres mesures qu'elle jugera nécessaires ou utiles pour assurer la perception de la taxe qu'elle imposera, et sans restreindre la portée de la disposition qui précède, pour définir ce qui constitue, pour les fins du présent article et de l'imposition de la taxe, une vente ou un achat en détail; pour déterminer sur quel montant doit être comptée la taxe lorsque le prix payable par l'acheteur comprend en même temps le prix ou la valeur du travail fourni par le vendeur ou de l'usage d'un objet fourni par ce dernier; pour obliger tout vendeur à ajouter sur ses factures le montant de la taxe payable ou payée par l'acheteur; pour obliger toute personne chargée de percevoir la taxe à tenir, de la manière indiquée par la cité et jour par jour, un compte séparé de la taxe perçue et à percevoir, à lui faire rapport par écrit, sous serment, aux dates

city, as if the sale had been made in the limits mentioned in this section.

6. If a sale includes several articles or objects, the tax is computed on the total of the price of the articles or objects included in the said sale, and not on the price of each article or object separately.

Several
articles
sold.

In the computation of the tax, any fraction of a cent is counted as a whole cent, which the purchaser shall pay.

Compu-
tation.

7. Any person entrusted with the collection of the tax shall become a debtor of the city for the amount of the tax collected. The claim of the city against such person shall constitute a privileged claim on the moveables and moveable effects of such person and shall have the same rank as any other personal or moveable tax imposed by the city.

Privilege.

8. It shall be unlawful for any person to make retail purchase, in the cases provided in this section, without paying to the vendor, at the time of purchase, the tax imposed, and it shall be unlawful for the vendor to remit the tax to the purchaser, either directly or indirectly.

Obliga-
tory pay-
ment.

It shall be unlawful for any vendor to advertise or let it be known to the public, in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax, the imposition whereof is authorized by this section, shall not be payable or paid by the purchaser.

Idem.

9. The city may at any time adopt the by-laws and other measures which it may deem necessary or useful to assure the collection of the tax which it shall impose and, without limiting the scope of the foregoing provision, to define what constitutes, for the purposes of this section and for the imposition of the tax, a retail sale or purchase; to determine upon what amount the tax shall be computed when the price payable by the purchaser includes at the same time the price or the value of the work furnished by the vendor or of the use of an article furnished by the latter; to oblige every vendor to add to his invoices the amount of the tax payable or paid by the purchaser; to oblige any person entrusted with the collection of the tax to keep, in the manner indicated by the city, and day by day, a separate account of the tax collected and to be collected, to make a written

By-laws
for col-
lecting
tax.

qu'elle fixera et suivant les formules qu'elle fournira, à lui faire remise de la taxe perçue aux dates et de la manière qu'elle déterminera, à laisser visiter son ou ses établissements, à laisser examiner ses livres ou autres documents par son secrétaire-trésorier ou par toute personne le représentant, pour vérifier si les prescriptions du présent article et des règlements adoptés par la cité sont observés et pour établir le montant de la taxe perçue et à percevoir; et pour obliger toute personne ainsi que ses officiers et employés à fournir au secrétaire-trésorier de la cité ou à ses représentants tous renseignements qu'ils pourront exiger.

Adoption
et effet du
règlement.

Tout règlement autorisé par le présent article pourra être adopté par le conseil de la cité sans qu'il soit nécessaire d'en donner préalablement avis, et dès qu'il sera adopté, tel règlement, après avoir été promulgué, conformément aux dispositions de la charte de la cité et de la Loi des cités et villes et affiché dans deux endroits publics de la municipalité, aura dans le territoire le même effet et la même force obligatoire que s'il eût été adopté par la cité.

Serment.

10. Toute personne, tenue de fournir à la cité un rapport sous serment, pourra prêter ce serment devant un notaire public ou un commissaire de la Cour supérieure pour le district de Beauharnois, devant le secrétaire-trésorier de la cité ou son assistant, lesquels sont autorisés, par le présent paragraphe, à recevoir tel serment.

Montant
dû à la
cité.

11. Si le vendeur ne fait pas le rapport exigé, le secrétaire-trésorier de la cité établit, au meilleur de sa connaissance, le montant de la taxe perçue et à percevoir ou à payer, lequel montant ainsi établi est alors considéré être le montant véritable dû à la cité. La preuve que le montant ainsi établi n'est pas exact est à la charge du débiteur.

Peines
pour in-
fractions.

12. Toute personne qui, étant l'agent de la cité pour les fins du présent article, refuse ou néglige de percevoir la taxe imposée ou d'en tenir compte, commet une infraction au présent article et est pas-

report to the city, under oath, on the dates which shall be fixed and on the forms which shall be supplied by the city, to remit to the city the tax collected, on the dates and in the manner determined by the city, to allow his establishment or establishments to be visited, to allow his books and other documents to be examined by its secretary-treasurer or by any person representing him, in order to verify if the provisions of this section and of the by-laws adopted by the city are complied with, and to establish the amount of the tax collected and to be collected; and to oblige every person as well as his officers and employees to furnish to the secretary-treasurer of the city or his representatives any information they may require.

Any by-law authorized by this section may be adopted by the city council without it being necessary to give prior notice thereof and, as soon as it shall have been adopted, such by-law, after having been proclaimed in accordance with the provisions of the city charter and of the Cities and Towns Act and posted in two public places of the municipality, shall have within the territory the same effect and the same binding force as if it had been adopted by the city.

Adoption
and effect
of by-law.

10. Every person required to furnish to the city a report under oath may take such oath before a notary public or a commissioner of the Superior Court for the district of Beauharnois, before the secretary-treasurer of the city or his assistant, who are hereby authorized to receive such oath.

11. If the vendor does not make the report required, the secretary-treasurer of the city shall establish, to his best knowledge, the amount of the tax collected and to be collected or to be paid, which amount so established shall then be considered as being the actual amount due to the city. The burden of proof that the amount so established is not correct shall be upon the debtor.

Fixing
amount
due town.

12. Every person who, being the agent of the city, for the purposes of this section, refuses or neglects to collect the tax imposed or to keep an account thereof, infringes the present section, and shall

Offence
and penal-
ty.

sible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins cinq dollars, mais n'excédant pas mille dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Peines
pour in-
fractions.

Toute personne qui fait un achat tel que prévu au présent article sans payer la taxe imposée, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction sciemment commise, en sus du paiement de la taxe et des frais, d'une amende n'excédant pas cent dollars, et à défaut de paiement de la taxe imposée, de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité pour les fins du présent article, annonce ou fait savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe imposée ne sera pas payée par l'acheteur, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cent dollars en sus des frais et, à défaut de paiement de ladite amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité pour les fins du présent article, fait remise à l'acheteur de la taxe que ce dernier doit payer, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins dix dollars, et d'au plus cinq cents dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité pour les fins du présent article, refuse ou néglige de remettre à la cité, la taxe qu'elle a perçue, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe perçue et des frais, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus mille dollars et à défaut de paiement de l'amende et des frais et de la taxe perçue, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Récidive.

Dans le cas de récidive pour chacune des infractions définies au présent paragraphe 12, le maximum de l'amende et de

be liable, for each infringement, in addition to the payment of the costs, to a fine of at least five dollars and of not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding three months.

Every person making a purchase as provided for in this section without paying the tax imposed commits an infringement of this section and shall be liable for each infringement, knowingly committed, in addition to the payment of the tax and costs, to a fine not exceeding one hundred dollars, and, in default of payment of the tax imposed, fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Offence
and penal-
ty.

Every person who, being the agent of the city for the purposes of this section, advertises or lets it be known to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax imposed shall not be paid by the purchaser, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, to a fine of at least ten dollars and of not more than one hundred dollars in addition to the costs, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Idem.

Every person who, being the agent of the city for the purposes of this section, remits to the purchaser the tax which the latter is to pay, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the costs, to a fine of at least ten dollars and of not more than five hundred dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Idem.

Every person who, being the agent of the city for the purposes of this section, refuses or neglects to remit to the city, the tax which he has collected, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the tax collected and of the costs, to a fine of at least ten dollars and not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine and costs and of the tax collected, to an imprisonment not exceeding three months.

Idem.

In the event of a repetition of any of the infringements defined in this subsection 12, the maximum fine and imprison-

Subse-
quent
offence.

l'emprisonnement sera du double de celui prévu précédemment.

Amende. 13. La cité peut, par tout règlement passé en vertu du présent article, imposer pour toute autre infraction que celles définies au paragraphe 12 ci-dessus, par toute personne à tel règlement une amende de pas plus de cinquante dollars pour chaque infraction.

Obligation du contrevenant. 14. Le paiement des amendes et pénalités, imposées par le présent article et par tout règlement adopté par la cité, ne libérera pas le contrevenant de l'accomplissement des obligations et devoirs qui lui sont imposés par le présent article et par les règlements.

Infraction par compagnie. 15. Lorsqu'une infraction à l'un des règlements de la cité est commise par une compagnie ou une corporation, l'amende que la cité peut imposer pourra être pour un montant double de celui qu'elle peut imposer à une autre personne.

Récidive. 16. Dans le cas de récidive, la cité peut également imposer, pour chaque infraction à ses règlements, des amendes et pénalités plus fortes, pourvu que le montant de l'amende n'excède pas, dans chaque cas, cent dollars, et que le terme d'emprisonnement n'excède pas trois mois.

Délai. 17. Il sera loisible à la cour d'accorder au contrevenant un délai n'excédant pas quinze jours pour acquitter le montant de l'amende infligée et des frais.

Jurisdiction. 18. La Cour de magistrat du district de Beauharnois, quel que soit le montant réclamé, a juridiction pour entendre et juger toute action intentée par la cité, en vertu de tout règlement que cet article autorise, pour le recouvrement de ladite taxe, soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, et des amendes imposées par tout tel règlement et par le présent article quel que soit le montant de cette taxe et de ces amendes et quel que soit le lieu du domicile, de la résidence, ou de la place d'affaires du défendeur.

Matière sommaire. L'action prise en recouvrement de la taxe de vente sera réputée matière sommaire; et les articles 1151 à 1163, sauf le premier aliéna de l'article 1153 du Code de procédure civile, s'appliqueront. Telle action sera entendue par préséance.

ment shall be double that above provided.

13. The city may, by any by-law passed under this section, impose for any infringement, other than those defined in the preceding subsection 12, of such by-law by any person, a fine of not more than fifty dollars for each infringement. Fine.

14. The payment of the fines and penalties imposed by this section, and by any by-law adopted by the city, shall not exempt the offender from the carrying out of the obligations and duties imposed upon him by this section and by the by-laws. Offender's obligations.

15. When an infringement of one of the city by-laws is committed by a company or corporation, the fine which the city may impose may be for double the amount of that which may be imposed on another person. Offence by company.

16. In the case of subsequent offence, the city may also impose, for each infringement of its by-laws, heavier fines and penalties, provided the amount of the fine do not exceed in each case one hundred dollars and the term of imprisonment do not exceed three months. Subsequent offence.

17. It shall be lawful for the court to grant to the offender a delay not exceeding fifteen days to pay the amount of the fine imposed and the costs. Delay.

18. The Magistrate's Court of the district of Beauharnois, whatever may be the amount claimed, has jurisdiction to hear and adjudicate upon any action taken by the city under any by-law authorized by this section, for the recovery of the said tax, either from the vendor for what he has collected, or from the purchaser, and of the fines imposed by any such by-law and by this section, whatever may be the amount of such tax and of such fines and whatever may be the place of domicile, residence or place of business of the defendant. Jurisdiction.

Any action for the recovery of the sales tax shall be deemed summary matters; and articles 1151 to 1163, with the exception of the first paragraph of article 1153, of the Code of Civil Procedure, shall apply. Such action shall also be heard by precedence. Summary matter.

Autre procédure.

Sans préjudice des modes qui précèdent, la cité peut également recouvrer ladite taxe, soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, en adoptant le mode prévu dans sa charte ou la Loi des cités et villes pour la perception des taxes qui lui sont dues et avec les mêmes privilèges.

Without prejudice to the preceding modes of procedure, the city may also recover the said tax, either from the vendor with respect to the amount collected by him or from the purchaser, by adopting the mode indicated in its charter or in the Cities and Towns Act for the collection of taxes owing to it, and with the same privileges.

Alternative procedure.

Responsabilité pour employés.

19. La vente faite par l'un des employés ou représentants du vendeur est censée faite par le vendeur lui-même, de même l'achat fait par l'un des employés ou représentants de l'acheteur est censé fait par l'acheteur lui-même. Dans ces cas, tous les recours que la cité peut exercer, en vertu du présent article ou des règlements que la cité pourra adopter, pourront l'être contre le vendeur ou l'acheteur personnellement, suivant le cas.

19. The sale made by one of the employees or representatives of the vendor shall be deemed to have been made by the vendor himself. In the same manner, the purchase made by one of the employees or representatives of the purchaser shall be deemed to have been made by the purchaser himself. In such cases, all recourses which the city may exercise under this section or the by-laws which the city may adopt, may be exercised against the vendor or the purchaser personally, as the case may be.

Responsibility for employees.

Prescription.

20. Le délai de prescription pour toute taxe recouvrable en vertu du présent article est celui fixé par la charte ou la Loi des cités et villes pour les autres taxes. Pour les amendes et pénalités pour infractions au présent article ou aux règlements adoptés par la cité en vertu du présent article, il sera d'un an à compter du jour où l'infraction a été commise.

20. The delay for the prescription of any tax recoverable under this section is the same as that fixed by the charter or the Cities and Towns Act for other taxes. For the fines and penalties imposed for the infringement of this section or of the by-laws adopted by the city under this section, such delay shall be of one year from the date when the infringement was committed.

Prescriptions.

Indemnité au vendeur.

21. La cité peut indemniser le vendeur jusqu'à concurrence de cinq pour cent du montant de la taxe qu'il perçoit, pour le surcroît de travail que la perception et la remise de cette taxe lui occasionnent.

21. The city may compensate the vendor, to the extent of five per cent of the amount collected by him, for the additional work which the collection and the remittance of such tax may cause him.

Compensation to vendor.

Conventions.

22. La perception de la taxe peut être faite par le trésorier de la province en vertu d'une ou de plusieurs conventions intervenues entre lui-même et la cité.

22. The collection of the tax may be made by the Provincial Treasurer, under any agreement or agreements he may enter into with the city.

Agreements.

Recours.

23. Nonobstant les dispositions du présent article, la cité conserve contre l'acheteur qui a refusé ou négligé de payer la taxe son recours en recouvrement de cette taxe, et cette créance est privilégiée sur les biens et effets mobiliers de l'acheteur et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière imposée par la cité."

23. Notwithstanding the provisions of this section, the city retains against the purchaser who has refused or neglected to pay the tax its recourse for the recovery of such tax, and such claim shall be privileged on the moveables and moveable effects of the purchaser and shall have the same rank as any other personal or moveable tax imposed by the city."

Recourse.

Entrée en vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.